

de l'Union soviétique était de maintenir sa domination, ou du moins une forte influence, sur le gouvernement unifié, grâce à la participation du gouvernement communiste de la zone soviétique puis à la pression qu'exerceraient dans toute l'Allemagne les organisations communistes de première ligne. Le but avoué était d'interdire à l'Allemagne toute alliance avec l'Occident, de la maintenir dans la neutralité, même s'il fallait l'autoriser à se réarmer pour sa propre défense. Les ministres occidentaux n'ont pas tardé à mettre à nu le premier de ces buts et à s'élever contre l'un et l'autre. Ayant à leur disposition le plan simple et démocratique de M. Eden, ils ont expédié les artificieuses propositions soviétiques relatives aux élections et à la formation d'un gouvernement provisoire en Allemagne unifiée.

La proposition de neutraliser l'Allemagne n'était pas sans offrir une certaine séduction qui la rendait plus difficile à réfuter. Depuis des années, nombre de gens sont attirés par l'idée d'une large bande de territoire neutre traversant le centre de l'Europe de la Baltique à la Méditerranée, de la Suède à la Yougoslavie, qui tiendrait à une distance sûre, en Europe du moins, les puissances occidentales et l'Union soviétique. D'autre part il faudrait bien autoriser une Allemagne neutre à maintenir des forces armées aux fins de sa défense, et pour que ces forces soient suffisantes, il faudrait qu'elles soient considérables. En conséquence, l'Allemagne finirait sans doute par disposer d'une armée nationale plus considérable que le contingent qu'elle serait appelée à fournir à la CED. Le traité de paix pourrait comporter des clauses restrictives, mais une fois que les forces armées de l'Allemagne tendraient à déborder les limites du traité, les rapports de l'Allemagne avec les grandes puissances s'altéreraient. On reviendrait à la situation des années 30, et l'Allemagne une fois de plus protesterait contre l'iniquité d'un nouveau Versailles, jouant l'Est contre l'Ouest dans la recherche d'un appui suffisant pour se libérer des restrictions imposées par le traité. Les ministres occidentaux se sont fondés sur ces considérations pour s'élever contre la proposition d'une Allemagne neutre, présentée par M. Molotov. M. Bidault en particulier est revenu plusieurs fois sur le malheureux précédent de Versailles. Si un traité semblable était actuellement imposé à l'Allemagne, a-t-il déclaré le 8 février, « la vie en Europe serait empoisonnée et la paix, compromise ».

M. Molotov, qui avait critiqué le plan Eden, le rattachant à la Communauté européenne de défense, a précisément défendu son propre plan en soutenant qu'il offrait une solution de rechange à la CED. Le 3 février, il est allé jusqu'à suggérer qu'un referendum soit organisé dans toute l'Allemagne sur la question de savoir si les Allemands opteraient pour la CED ou pour un traité de paix. M. Bidault répliqua aussitôt qu'une telle question était fallacieuse et que les conditions dans lesquelles elle serait posée dans le secteur soviétique étaient fort douteuses. Le parti à prendre était d'élire librement un gouvernement panallemand, qui pourrait recourir lui-même à un referendum, s'il le souhaitait.

Sentant que par ses propositions sur l'Allemagne il perdait du terrain, le Gouvernement et la presse de l'Allemagne occidentale se prononçaient catégoriquement en faveur du plan Eden, — M. Molotov a tenté de les couvrir de quelques concessions d'ordre économique. A son projet de traité qui relevait l'Allemagne de ses dettes d'après-guerre, il a ajouté une proposition, déposée le 6 février, tendant à libérer l'Allemagne des réparations de toutes espèces et à limiter ses frais futurs d'occupation à 5 p. 100 du budget national. Ce fu